



## l'édito

d' **A**lain Bergounioux

### Pourquoi tant de démesure ?

On peut s'étonner du tombereau d'accusations venues de la droite sur la réforme des collèges proposée par le gouvernement - pour une fois, l'extrême droite est à la traîne, occupée, il est vrai, par son psychodrame politique... « *Naufrage* », « *terrorisme intellectuel* », « *nivellement par le bas* », « *la République en danger* », etc. Rien que cela ! Et, l'offensive - car, c'est bien de cela qu'il s'agit - est orchestrée par le futur président des « *Républicains* » - vraiment mal nommés - qui ne veut pas être en arrière de la main face à ses compétiteurs de la primaire, au premier rang desquels Bruno Le Maire manifeste son ambition, sans complexe. Et, pour faire bon poids, à côté des critiques, cela ne dérange pas de cibler la personnalité de la ministre. Ces hommes politiques, expérimentés dans le combat idéologique, savent bien ce qu'ils provoquent comme sentiments dans l'opinion !

Certes, toute réforme de l'éducation, compte tenu du rôle que l'école joue dans notre société, mérite le débat et suscite souvent les passions. Il est naturel d'en discuter tel ou tel aspect. Moi-même j'ai des remarques à faire sur les programmes - notamment ceux d'histoire. Et, je m'interroge sur la meilleure manière d'établir de la mixité pédagogique et, donc, de la mixité sociale qui suppose de faire sa place à la diversité, dans le cadre d'un collège unifié. Ce ne sont, certes, pas des réalités simples. Mais, le fond de la réforme est juste. Il s'agit, enfin, de penser ensemble l'éducation des débuts de l'école primaire à la fin du collège, en construisant des cycles qui ménagent les transitions si importantes, de favoriser la diversité des pédagogies, de donner un accompagnement personnalisé, par petits groupes. Cela se fait, le plus souvent, dans les systèmes européens comparables qui ont de meilleurs résultats que le nôtre dans les évaluations internationales. Cette réforme met en place cette école du « socle des connaissances, des compétences et de la culture » que, déjà la loi de 2005, dite loi Fillon, avait inscrite dans l'agenda gouvernemental. Seulement, la droite l'avait laissée en pointillés, faute de volonté, et avait même compromis toute amélioration en supprimant, notamment, la formation professionnelle des futurs enseignants !

Alors, de quoi s'agit-il pour la droite ? De faire oublier sa politique passée, sans aucun doute. Elle évite, ainsi soigneusement la discussion fondamentale. Varier les angles d'attaque contre le gouvernement socialiste pour pouvoir coaliser les mécontentements, également. Faire la démonstration de ce que Nicolas Sarkozy entend par République. Et, là, c'est tout à fait révélateur. Car, toutes les critiques publiques faites vont dans le même sens. C'est une vision de l'école - en l'occurrence le collège - qui la fige dans ses inégalités, au point d'effacer même les velléités de réforme que marquait la loi de 2005. Or - au-delà même de la préoccupation qui doit être la nôtre de justice sociale -, de fortes inégalités scolaires affaiblissent le pays dans sa force économique. Enfin, il faut voir, dans tout cela, une volonté de mettre au premier plan de la future campagne de 2017 des questions dites « identitaires » qui dessinent le portrait d'une France nostalgique, angoissée par l'idée de son déclin, et autoritaire. Cela a toutes les chances de n'être qu'une République de papier, mais avec une certaine influence dans l'opinion. La démesure actuelle dans les paroles et les comportements, n'est, donc, pas un emballement momentané, mais révèle une stratégie. A nous de le dire et de mener un débat sans concessions sur les vrais enjeux, en empêchant que les réalités de l'inégalité scolaire soient niées.

# Font national : de « vraies fausses » ruptures

Rupture ou pas ? La crise provoquée par la suspension, le 4 mai dernier, de Jean-Marie Le Pen du Front national et sa décision de créer une nouvelle formation politique sont-elles le signe d'un malaise profond, au sein du mouvement, sur fond de remise en cause idéologique ? La situation tend à démontrer, en tout cas, qu'il ne porte pas sur ce qui est essentiel et fondamental dans ce qu'est le Front national, quel que soit son nom, demain. Car, entre le père et la fille, les divergences restent ce qu'elles sont : générationnelles et d'ordre stratégiques, ce qui suffit à nourrir un conflit violent. Quand le fondateur du parti se plaisait, en bon négationniste, à multiplier les dérapages, en se référant très directement à l'antisémitisme, au pétainisme et à la nostalgie d'une France royaliste et colonialiste, il cédait volontiers à un jeu de dupes qui, de fait, l'éloignait de toute possibilité d'accéder au pouvoir. Sa vie politique s'est résumée, de fait, à d'incessantes provocations, en lien avec des courants qui formaient l'archipel éclaté – et conflictuel – de l'extrême droite française où se côtoyaient des monarchistes, d'anciens vichystes, d'ex-poujadistes, des néo-paganistes, ou bien encore, des militants issus des rangs d'Occident et d'Ordre Nouveau. Des hommes d'action plus que de pensée qui s'inscrivaient, pour certains, dans les pas de Jean-Louis Tixier-Vignancour, dont l'héritier, Jean-Marie Le Pen en personne, allait être, pour longtemps, le leader incontesté d'un mouvement nationaliste, d'inspiration contre-révolutionnaire, défendant la vision d'une société d'ordre profondément conservatrice, renouvelée par l'Action française de Charles Maurras et l'idéologie des droites conservatrices et révolutionnaires du dix-neuvième siècle, populistes et préfascistes. Le FN, tel que l'imagina, dès 1972, son créa-

*« Entre le père et la fille, les divergences restent ce qu'elles sont : générationnelles et d'ordre stratégiques, ce qui suffit à nourrir un conflit violent. ».*

teur, n'apparaît pas comme un parti cherchant à conquérir le pouvoir, mais comme une force contestataire, se réclamant du peuple contre les élites – le fondement même du populisme –, rejetant la droite comme la gauche, sans pour autant parvenir à masquer son appartenance à une extrême droite peu soucieuse de justice sociale et d'efficacité économique.

**Captation d'héritage.** Le père-fondateur du FN éprouve, en revanche, peu d'appétence pour le travail de réflexion mené, parallèlement, par le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) et le Club de l'Horloge, qui ne manquent pas une occasion de stigmatiser les racines égalitaires des sociétés occidentales, le libéralisme comme le socialisme, et faire du combat culturel, avec l'idée de « différence », une arme idéologique pour resourcer le vieux nationalisme discrédité par les guerres du XX<sup>e</sup>

siècle. C'est bien là une différence de taille avec Bruno Mégret qui s'attachera, pendant les années 1980-1990, à former les cadres du parti et à charpenter un programme idéologique digne de ce nom, autour du triptyque « identité, immigration, insécurité » et son corollaire, la « préférence nationale », censé servir de tremplin à une stratégie d'entrisme, au sein de la droite républicaine.

Un héritage dont Marine Le Pen et ses jeunes troupes se réclament très clairement, aujourd'hui. C'est sans doute là que les divergences entre le père et la fille sont les plus marquantes. Elles ne sont donc pas tant idéologiques que stratégiques. La fille, comme Bruno Mégret ou Carl Lang, en leur temps, entend se donner les moyens d'accéder aux plus hautes responsabilités. Pour cela, il lui faut s'affranchir de la méthode déployée par son

générateur, totalement contre-productive au regard de ces aspirations. Mais, qu'on ne s'y trompe pas. L'enracinement idéologique reste le même entre le *pater familias*, dont la personnalité mêlant les différentes strates de l'extrême droite freine l'évolution du parti, et son héritière qui s'emploie à privilégier les thèmes porteurs parmi les catégories sociales en difficulté. Entourée de Florian Philippot, Louis Aliot et de jeunes cadres souverainistes, influencés par la longue bataille idéologique menée par le GRECE, elle se complait ainsi dans la subversion des mots.

Exemple parmi d'autres, la laïcité dont elle prétend défendre le principe d'application, et qui lui sert d'alibi pour pointer l'islam du doigt. Elle cherche ainsi à rendre présentable une forme de racisme qui postule l'altérité irréductible de l'immigré, à jamais apatride. À ses yeux, la religion du Prophète est consubstantielle au « maghrébin », définitivement inassimilable. Le jeu est subtil. Il consiste à attribuer à l'islam, et à lui seul, une double incompatibilité d'ordre théologique avec, d'une part, le principe de séparation, et, d'autre part, la notion d'égalité, qui sont au cœur du pacte républicain.

Comme s'il existait des cultes dont le dogme serait exempt d'incompatibilité avec les principes, valeurs et normes civiles de la République.

**Logiques d'exclusion.** Ces raccourcis idéologiques servent donc de prétexte à Marine Le Pen et ses troupes pour dénoncer « *l'islamisation de la société* », au nom de la laïcité et de la perte de l'identité nationale, du combat contre la mondialisation. Aux diatribes enflammées de son aîné, elle oppose un langage édulcoré visant à mettre en avant les notions de République, d'Etat fort, de « *patriotisme économique et social* » pour leur donner un tout autre sens, entièrement sous-tendu par des logiques d'exclusion. Loin de représenter une vi-

sion plus modérée du FN, comme elle se plaît à le répéter, elle ne fait, au bout du compte, qu'exacerber les antagonismes existants. Comme le rappelle justement l'historienne, Valérie Igounet, les « *dérapages* » de certains candidats aux élections municipales et départementales contiennent, de ce point de vue, des relents qui soulignent deux aspects : la permanence du marqueur négationniste dans le patrimoine idéologique de l'extrême droite et les liens étroits que le FN entretient avec certains groupuscules radicaux.

Ne nous méprenons donc pas : le nationalisme d'exclusion, à la fois interne et externe, qui ne peut fonctionner autrement que par la recherche de boucs-émissaires, constitue toujours l'axe majeur du positionnement du mouvement. Certes, le FN de Marine Le Pen s'est renouvelé, par rapport à celui de son père.

Sa composition, son programme, ses marqueurs idéologiques ont évolué, mais les fondamentaux restent les mêmes. Ce parti porte en lui la ségrégation et la violence. Il s'inscrit dans un mouvement d'ensemble qui touche d'ailleurs nombre de pays européens, confrontés à la montée en puissance du

*« Aux diatribes enflammées de son aîné, Marine Le Pen oppose un langage édulcoré visant à mettre en avant les notions de République, d'Etat fort, de « patriotisme économique et social » pour leur donner un tout autre sens, entièrement sous-tendu par des logiques d'exclusion. »*

national-populisme. Au « *chaos* », ils substituent « *l'espérance* ». À l'ombre, la lumière. À l'« *instinct de survie* », l'espérance, fondée sur la foi.

Au-delà du sacro-saint principe de « *préférence nationale* », le père et la fille ont surtout une différence générationnelle. S'ensuit un rapport au pouvoir, dont il vient d'être question qui peut conduire à d'importantes divergences, particulièrement en matière économique et sociale. « *Marine Le Pen et son père ont des programmes (...) différents, la première se rapprochant davantage de cette droite révolutionnaire qu'a théorisée Zeev Sternhell, celle qui cherche le point de jonction entre le Peuple et la Nation, la question sociale et la question nationale* », résume Jean-Yves Camus, directeur

de l'Observatoire des radicalités politiques (ORAP)(1).

**Culture identitaire.** La fille cherche aussi, et peut-être même surtout, à se soustraire de l'antisémitisme du père, du passif de la Seconde Guerre Mondiale – le fameux « détail de l'histoire », en référence aux chambres à gaz -, de la négation et de la minoration du génocide juif, propres aux discours nauséabonds du « patriarche ». Peut-être parce qu'elle ne se reconnaît plus dans ces saillies. Sans doute, surtout, parce qu'il lui faut se démarquer d'une image dérangeante, qui ramène invariablement le FN à ses racines. Ce qui vaut à celle qui menait autrefois la bataille contre les séditions, par respect filial, de tourner le dos, vingt ans après, à un héritage par trop dérangeant. Et, tant pis si son père est détenteur d'un compte caché en Suisse, d'après *Mediapart*, sur lequel seraient déposés quelque 2,2 mil-

lions d'euros. Ou si les dérapages incontrôlés se font fréquents chez les militants qui multiplient les invectives et les propos racistes, à l'égard de la Garde des Sceaux ou des populations noire et maghrébine. Au diable les malentendus ! Au FN, le discours raciste reste légitime. Fut-il malaxé ou recomposé...

Mais, l'essentiel est ailleurs. Dans le rappel incessant de Jean-Marie Le Pen à la culture identitaire du mouvement dont il est l'initiateur. « Celle des réprouvés, celle qui a été du mauvais côté. Celle qui ne pense pas que les Alliés

qui ont fait perdre la guerre aux Allemands étaient des libérateurs. Alors que tout souriait au Front national, Jean-Marie Le Pen a reposé la question fondamentale de l'extrême droite. Peut-on être frontiste en trahissant ceux qui étaient du mauvais côté en France, en 1940, en Indochine ou en Algérie quelques années plus tard ? », interroge Flammietta Venner, essayiste et réalisatrice (2).

Certaines des actions menées par les élus du FN portent la marque de ce discours. N'en déplaise à Marine Le Pen. La naissance de la po-

lémique, au sujet du fichage des élèves à Béziers, en est la parfaite illustration. Elle n'est, au fond, qu'une nouvelle illustration de ces dérives qui, au-delà de la guerre fratricide que se livrent le père et la fille, et de la volonté de la présidente en titre de rallier de nouveaux électeurs et d'élargir son audience, démontrent, s'il en était

besoin, que les xénophobes et autres révisionnistes en tout genre, les nostalgiques de la collaboration et les petits agitateurs de la mémoire, avec leurs formules perfides et acerbes, n'ont pas fini de raviver les plaies d'un passé trouble et inquiétant.

Bruno Tranchant

*« La fille cherche aussi, et peut-être même surtout, à se soustraire de l'antisémitisme du père, du passif de la Seconde Guerre Mondiale – le fameux « détail de l'histoire », en référence aux chambres à gaz -, de la négation et de la minoration du génocide juif, propres aux discours nauséabonds du « patriarche ».*

(1) Jean-Yves Camus, *Le Monde*, 7 mai 2015.

(2) Flammietta Vanner, *Le Monde*, 7 mai 2015.





**V**incent  
Martigny

est docteur en science politique. Il est Maître de conférences en science politique à l'Ecole Polytechnique et chercheur associé au Cevipof. Il co-anime, avec Thomas Wieder, *L'Atelier du pouvoir* sur France Culture. Ses recherches s'inscrivent dans le champ des études du nationalisme et portent, notamment, sur les manifestations contemporaines du nationalisme français, les débats relatifs à « l'identité nationale », et les usages politiques de la culture.

### « L'identité française est un mix contradictoire entre différents récits »

?

#### *Comment définiriez-vous l'identité française ?*

Comme un mixte introuvable, parfois contradictoire. L'identité française, notion qui ne recoupe pas totalement celle d'identité nationale, est une représentation qui ne s'adosse pas à une réalité consensuelle et totalement partagée. On peut donner trois éléments qui la définissent : un ensemble de récits, des valeurs, et un substrat culturel majoritaire. Elle est enfin un inventaire à la Prévert, une boîte à outils que chaque individu mobilise en fonction de son propre ressenti. N'oublions pas que l'identité renvoie avant tout à l'individu et à sa singularité.

Revenons d'abord sur la question des récits. L'identité française est aujourd'hui à la croisée d'un ensemble de récits parcellaires, qui portent eux-mêmes des fragments de mémoire ou d'histoire de France. Il n'en a pas toujours été ainsi. Il y a près d'un demi-siècle, les grands récits hégémoniques qui avaient émergé sous la Troisième République et qui structuraient l'imaginaire collectif des Français – la France belle et puissante, le mythe des ancêtres Gaulois, la nation victorieuse qui impose le sacri-

ficé... – récits imposés et diffusés par l'État, ont explosé ou se sont vidés de leur substance. Plusieurs raisons expliquent ce déclin. Les années 60 et 70 ont consacré l'affirmation de l'individu, l'individuation des pratiques culturelles et, surtout, le discrédit du patriotisme jugé coupable d'avoir apporté la guerre. Un sentiment de défiance est apparu, alors, vis-à-vis des récits collectifs, en tous cas ceux fondés sur la sanctification de la nation. À cela s'est ajoutée la revendication, dans les années 1970, de « minorités » - homosexuels, enfants d'immigrés, femmes... - visant à faire reconnaître des droits, mais aussi une mémoire, une identité particulière, parfois très différente de l'identité jusqu'alors majoritaire. Ce débat a été importé des Etats-Unis, suite à la lutte des noirs pour les droits civiques et a correspondu, rappelons-le, à un bouleversement des libertés individuelles dans notre pays. On ne peut pas décorrélérer le déclin des grands récits nationaux de l'affirmation des libertés individuelles, à cette période.

J'ajoute que la décolonisation marque une double rupture dans le processus identitaire. D'abord, elle implique la fin de l'affirmation,

sans conteste, de la puissance française, dont la France va mettre du temps à prendre conscience. En outre, la décolonisation et les deux guerres d'Indochine, et, surtout, d'Algérie, ont entraîné un certain nombre d'actions et de comportements de la part de Français qui ont constitué la négation des valeurs sur lesquelles la communauté politique s'était fondée jusqu'alors. Je pense à la torture en Algérie, aux exactions commises pendant la guerre et non assumées par le pouvoir en place. Ces actions, ce soleil noir de la décolonisation a laissé des traces, et structure des tensions et des oppositions depuis cette période dans le débat politique et identitaire. Schématiquement, on pourrait dire que ce débat oppose depuis les années 1980, d'une part, ceux qui font de la reconnaissance de ces actions un enjeu majeur

de l'identité française : c'est le cas des associations de défense des libertés publiques, mais aussi des mouvements défendant les minorités issues de l'immigration postcoloniale comme la *Marche des beurs* ou *SOS Racisme*. De l'autre, ceux qui nient ou minimisent les actions négatives de la France et la part sombre de l'histoire nationale, et qui considèrent que la

France, en faisant une place à ces mémoires meurtries, douloureuses, se bat les flancs inutilement et fracture l'unité nationale et l'identité française. L'identité française est donc le produit contradictoire de tous ces différents récits. L'identité s'adosse, par ailleurs, à un patrimoine de valeurs communes, en partie consensuelles, en partie conflictuelles. Ces valeurs sont les valeurs civiques qui ont été léguées par la Révolution française et la progression démocratique dans le pays, et qui font globalement consensus. Mais leur dimension floue, trop large, est sujet à interprétations qui, elles, divisent, on le voit ces jours-ci avec les débats sur la perception des manifestations du 11 janvier, débat qu'Emmanuel Todd a lancé avec son dernier livre. On réalise aussi à quel point une valeur comme la laïcité est

sujet à différentes interprétations plus ou moins ouvertes, selon les partis politiques et les sensibilités.

Dernier élément de la définition de l'identité française, on pourrait dire que celle-ci s'adosse à un substrat culturel majoritaire, porteur de pratiques culturelles autrefois régionales, mais qui ont été nationalisées avec le temps : la culture, la gastronomie, une certaine façon d'interagir, ou encore ce que Léopold Sédar a appelé la *Francité*, qu'il définissait comme une certaine façon de poser des questions et d'obtenir des réponses : une certaine vision du monde, une *Weltanschauung*.

Je conclurai cette longue réponse en disant que l'absence de consensus sur tous ces éléments explique l'échec du débat sur l'identité. Et ce, parce que des groupes très différents re-

vendiquent une portion de la mémoire ou de la culture nationales sur laquelle les grandes familles partisans sont en désaccord. Rappelons-nous qu'une grande partie de la droite, issue de l'héritage maurassien, ne s'est ralliée à l'idée républicaine qu'à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui encore, des désaccords subsistent entre la

droite et la gauche, sur les récits nationaux, les valeurs de la France – jusqu'à la définition de sa culture ! L'idée d'une identité éternelle et figée n'a donc aucun sens. On pourrait même dire que ces divisions sont saines, parce qu'elles permettent à la démocratie de fonctionner normalement. En effet, l'expression de divisions et de conflits sur ces questions entre dans le jeu démocratique et structure ses divisions. Si un total consensus existait sur ces enjeux que des valeurs que certains voudraient carrément imposer, nous ne serions plus en démocratie mais dans un système totalitaire, le seul où l'unité nationale ne tolère aucun désaccord ni aucune voix dissonante !

*« Rappelons-nous qu'une grande partie de la droite, issue de l'héritage maurassien, ne s'est ralliée à l'idée républicaine qu'à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui encore, des désaccords subsistent entre la droite et la gauche, sur les récits nationaux, les valeurs de la France – jusqu'à la définition de sa culture ! »*



*L'obsession identitaire de la droite et de Nicolas Sarkozy, lors de la*



*campagne présidentielle de 2012, n'a-t-elle pas produit l'effet inverse à celui recherché, en favorisant les desseins et le récit du FN ?*

Cette obsession à laquelle vous faites référence ne date pas de 2012. Elle est antérieure, et remonte au milieu des années 1980. Elle s'opère alors contre le récit identitaire mis en place par la gauche autour des questions culturelles et du droit à la différence. La droite ne s'intéressait pas, jusqu'à cette période, à la question identitaire. Seule une frange de l'extrême droite avait posé le débat, à la fin des années 1970, autour du GRECE et d'Alain de Benoist qui concevaient, alors, la nation comme un corps organique. Elle reste minoritaire à cette époque, dans la mesure où la question politique autour des enjeux d'ethnicité est alors inexistante. Lorsque Valéry Giscard d'Estaing invite des éboueurs à dîner à l'Élysée, à la fin des années 1970, ce n'est pas tant la question raciale que sociale qui prédomine. On invite ces éboueurs parce qu'ils représentent les catégories populaires, pas à cause de leur ethnicité ou leur couleur de peau. La droite n'interviendra, sur le terrain identitaire, qu'en réaction au travail de réflexion initié par la gauche et le Parti socialiste, en se livrant à une véritable contre-attaque idéologique, face à l'émergence du multiculturalisme et la reconnaissance des identités régionales au cœur du récit identitaire de la gauche, à cette période, et qu'elle n'a jamais totalement digérées. Ce n'est qu'à la faveur de la montée du Front national que l'UDF, dans les années 1980-1990 portera un intérêt à ces questions. Plus tard, Jacques Chirac imposera, de son côté, un « *ethos républicain* », au détriment d'une partie de sa famille politique pour faire face au FN. Lequel a placé, dans son ADN, « *l'obsession identitaire* » et un nationalisme fermé. La récupération du thème de l'identité à droite, qui prend réellement de l'importance au milieu des années 2000, constitue un piège pour cette famille politique, en la satellisant, sur cette question, par rapport au FN. C'est la droite qui n'a eu de cesse de courir derrière le parti de Marine Le Pen, depuis une dizaine d'années, et non l'inverse ! Ce jeu n'a fait, d'ailleurs, que l'affaiblir, en renforçant le FN pour qui la question identitaire est une obsession, depuis trente ans.

En même temps, le thème de l'identité s'est imposé durant la campagne présidentielle de 2007, comme un enjeu majeur de la vie politique, qu'on le veuille ou non. Ségolène Royal l'avait d'ailleurs bien compris. Les angoisses d'une partie de l'opinion sur les questions identitaires, nées de la construction européenne, d'une mondialisation dont les Français ont parfois du mal à voir les vertus, mais aussi le « *défi multiculturel* » auquel est confronté la France, pays d'immigration qui a tant de mal à l'assumer ont favorisé et polarisé le débat politique sur ces questions. Le match France-Algérie de septembre 2001, ponctué par les sifflets de la *Marseillaise* par le public, ou les émeutes des banlieues, en 2005, sont deux événements, parmi d'autres, qui ont mis la puce à l'oreille de l'opinion publique sur ces questions.

Au-delà des outrances qui la caractérisent, la stratégie de conquête des électeurs du Front national, sur le terrain identitaire, mise au point par Nicolas Sarkozy, s'est révélée payante, en lui permettant de remporter l'élection présidentielle. Je ne pense pas que l'obsession identitaire de la droite ait ici contribué à renforcer le FN. L'UMP est même parvenue, dans un premier temps, à lui grappiller des voix sur ce terrain, avant de le conforter sur ses bases et de le renforcer, par la suite, bien malgré elle. Tant et si bien qu'elle s'est retrouvée aux prises à une véritable surenchère qui a montré ses limites, dans la mesure où il est très difficile de mettre à exécution les proposi-





tions du FN, sans se livrer à des ruptures institutionnelles.

?

*Le Parti socialiste, dites-vous, fut porteur, dans les années 1980, d'un discours sur l'identité nationale. Vous citez Ségolène Royal et la campagne présidentielle de 2007. Qui sont ses prédécesseurs ?*

Je ne sais pas vraiment, au juste, comment Ségolène Royal en est arrivée à mettre ce thème au cœur de sa campagne. Mais, le discours de Vitrolles, en septembre 2006, est très explicite sur ce sujet. L'identité y occupe un bon quart de son discours. L'identité française, c'est le drapeau et la sécurité sociale, affirme-t-elle alors, citant Jaurès, au détour d'une phrase. « *Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale, beaucoup de patriotisme y ramène* » (1). Ceci démontre qu'entre la fin des années 1990 et le discours de la candidate socialiste à la présidentielle de 2007, resurgit un discours et une pensée oubliée de l'identité française, à gauche. Je pense que l'influence de Jean-Pierre Chevènement a pesé dans cette intervention. D'abord, par le biais du CERES, puis, via le mouvement *Socialisme et démocratie*, devenu, ensuite, le MRC, qui a incarné la branche souverainiste du Parti socialiste et qui porte, depuis longtemps, le discours sur l'identité nationale.

?

*Quelles réponses peut-on fournir face aux angoisses identitaires de nos concitoyens ?*

Je crois d'abord nécessaire de dédramatiser le sujet. L'acceptation de valeurs collectives et culturelles est nécessairement inclusive, parce qu'elles rassemblent les Français. Vue sous cet angle, la négation des vertus de l'identité à gauche est contre-productive. A partir du mo-

ment où l'identité structure un individu ou un groupe, lui fait du bien, et le fédère, elle est intéressante, voire nécessaire. On peut ressentir du plaisir à encourager une équipe nationale sportive, à évoquer la beauté des paysages, par fierté, ce qu'ont toujours su faire les socialistes. Jack Lang, dans les années 1980, se plaisait à dire qu'il faut promouvoir le « *va et vient culturel* ». Ce qui signifie qu'on peut défendre sa propre culture tout en étant totalement ouvert aux cultures étrangères. La France ouverte, plurielle, métissée fait partie intégrante de notre patrimoine commun.

*Y a-t-il nécessité de bâtir un récit national républicain pour combattre les peurs qui agitent la société française ?*

*« Jack Lang, dans les années 1980, se plaisait à dire qu'il faut promouvoir le « va et vient culturel ». Ce qui signifie qu'on peut défendre sa propre culture tout en étant totalement ouvert aux cultures étrangères. La France ouverte, plurielle, métissée fait partie intégrante de notre patrimoine commun. »*

Il est toujours utile de réaffirmer, comme l'a fait le président de la République, un certain nombre de valeurs qui se rattachent à la France, au triptyque républicain ou à la laïcité. Sur ce dernier point, je suis convaincu qu'il nous

faut rester prudents. La question laïque est ambiguë, je l'ai dit. Ne serait-ce que parce qu'elle semble parfois le reflet d'une majorité qui se pense comme une minorité. Ce qui nous conduit, très directement, sur le terrain des angoisses identitaires, que l'extrême droite exploite à souhait. Etre laïque pour accueillir la pluralité des expressions religieuses dans notre pays ou réaffirmer la séparation des Eglises et de l'Etat, oui. Penser et dire que les religions constituent un danger pour la démocratie, danger qu'il faut circonscrire voire combattre, c'est raviver des divisions historiques très anciennes. La gauche se doit de rester ferme sur ces questions. À charge, pour la droite, de promouvoir une identité laïque qu'elle-même ne pratique pas forcément socialement.





### *Quel rôle l'idéologie du progrès peut-elle jouer dans ce récit ?*

Je ne sais pas ce qu'est, au juste, l'idéologie du progrès. Il m'est difficile de répondre à cette question qui appartient, de fait, au seul vocabulaire socialiste. Si la conception du progrès, c'est de voir le monde tel qu'il est, fondé sur l'hybridation culturelle, qui fait qu'un gamin issu de la campagne française peut se prendre de passion pour Bollywood et faire une partie de sa carrière à Singapour, il est naturellement difficile de s'y opposer. Il faut sans doute présenter les choses différemment, en affirmant que la politique n'est pas morte sur cette question. Les débats identitaires reflètent le faible niveau d'ouverture du débat politique français. Le Parti socialiste, s'il veut combiner progrès et identité, doit observer le monde tel qu'il est, au niveau, et même au-delà des frontières européennes.

Ce qui lui permettra d'apporter des réponses innovantes sur les questions identitaires.

Les questions du brassage et du métissage culturels ne se résument pas à une citation d'Aimé Césaire. La connaissance de l'Amérique latine ou de l'Asie du Sud-Est, l'observa-

tion des mondes créoles sont, de ce point de vue, fondamentales. Les migrations sud-sud constituent, aujourd'hui, plus de 50 % de l'immigration mondiale, ce qui contribue à changer profondément les élites culturelles et les équilibres internationaux. Voici quelques exemples de réalités fondamentales du monde contemporain qui bouleversent la donne identitaire, même dans les pays les plus fermés.

Cette réalité peut sembler effrayante, parce qu'elle pose la question de notre devenir dans ce futur incertain et parce qu'elle est une source majeure de conflit potentiel. Mais, elle recèle également une réelle beauté, parce qu'elle induit une reconnaissance du métissage et de la pluralité des origines. Nous ne devons pas manifester une inquiétude excessive sur ce sujet.

*« Le Parti socialiste, s'il veut combiner progrès et identité, doit observer le monde tel qu'il est, au niveau, et même au-delà des frontières européennes. Ce qui lui permettra d'apporter des réponses innovantes sur les questions identitaires. »*



### *Le métissage est-il compatible avec la préservation d'un modèle prétendument pur et originel de la culture française ?*

De deux choses l'une. Soit, la nation est conçue sur un modèle ethnique, à l'instar des pays scandinaves, de l'Égypte ou de la Chine où des groupes ethniques majoritaire ont constitué l'étalon de construction de la nation. Dans ce cas, l'identité majoritaire s'est fondée sur des rituels basés sur ces groupes et le métissage pose des remises en cause souvent douloureuse sur l'image idéalisée de la nation. Soit, la nation se construit sur un mode civique, un mode d'appartenance basée sur la volonté de vivre ensemble, de partager des valeurs et une culture communes, ce qui est le cas, en France. D'où il ressort qu'il n'y a aucune incompatibilité entre un mélange ethnoculturel, un pays

ouvert, et le métissage des idées et de la pensée. Au contraire, le métissage est nécessaire pour assurer la préservation d'une société et d'une culture vivante. Bien entendu, cette vieille opposition entre nations ethniques et nations civiques est aujourd'hui un peu dépassée, parce que la

mondialisation des mouvements humains et la géographie des migrations s'impose à tous, et produit des bouleversements qui conduiront tous les pays à se métisser dans une mesure plus ou moins importante. Mais, la France est mieux « équipée » que d'autres pour gérer cette question du métissage parce qu'elle est métis depuis très longtemps. Rappelons-le, la France est l'un des principaux pays d'immigration occidentaux, et ce depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.



### *Au fond, notre patrimoine commun ne se rattache-t-il pas à un ensemble de valeurs fondé sur un compromis historique ?*

Oui. Ce qui structure les nations civiques, ce sont des valeurs qui lui sont propres : aspiration à l'égalité, goût pour les libertés et la démocratie, ou bien encore, préservation du

modèle laïque français. Ce qui fait d'ailleurs notre spécificité. Il existe, cependant, des modèles culturels dominants qui mettent du temps à s'effacer et à se métisser. Le philosophe allemand, Jürgen Habermas, a posé le principe d'un patriotisme constitutionnel, au nom duquel les gens se fédèreraient uniquement autour de valeurs dont ils sont fiers : la démocratie, la liberté, la justice sociale. Il me semble que malgré son intérêt, cette idée ne fonctionne pas très bien, parce qu'elles ne sont pas suffisantes pour fonder une appartenance.

Pour revenir à votre question sur le compromis historiques, distinguons entre les valeurs. Certaines d'entre elles sont le fruit d'un compromis historique, mais d'un compromis historique au long cours et très durable. Certains débats au moment de la Révolution française sur l'égalité, l'inclusion du peuple dans les décisions politiques, le rapport aux autres nations, la laïcité, sont encore d'une actualité brûlante lorsqu'on les relit.

En revanche, le choix des éléments culturels structurent la définition de notre société à un instant T, ce choix est le fruit d'un compromis. Je ne suis pas certain, ainsi, qu'Alain Finkielkraut et Renaud Camus se retrouveraient, culturellement, dans la France de 1870. Ce pays-là a beaucoup changé et nous sommes bien le produit de notre époque. Et beaucoup de choses me paraissent positives, de ce point de vue.

Un dernier mot sur l'insécurité culturelle, qui fait débat et mériterait des développements

beaucoup plus longs. Celle-ci est corollaire avec une demande de cosmopolitisme banal, y compris dans ce que l'on appelle « la France périphérique ». On veut avoir accès à un grand nombre de cultures, de gastronomies, de films étrangers, même dans les petites villes, même là où le Front National prospère sur l'obsession identitaire. Où que vous vous rendiez, la demande d'égalité avec les grandes métropoles se pose aussi sur ce terrain là. C'est un point intéressant qui démontre que l'ouverture à l'autre touche désormais tous les espaces ter-

ritoriaux, dans l'hexagone et les outre-mers. L'expansion du nombre de Français qui voyagent, l'accélération de cette mobilité mondiale qui touche tous les pays et toutes les catégories sociales - pas à égalité évidemment, ne serait-ce qu'elle est choisie dans le cas des touristes, et subie dans le cas des migrants - contribue à amplifier ce mouvement d'inclusion de l'Autre. Ce qui explique également les

tensions actuelles autour de l'identité. C'est parce que le monde change, que la société française change sur cette question que des tensions interviennent. Mais une chose est sûre : les Français sont plus curieux que par le passé. Désormais, nos villes et villages sont composés de populations en mouvement. Rien n'est figé. Le nier, c'est faire fi de la modernité économique, culturelle et sociale de notre pays.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

(1) Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle*.

*« L'expansion du nombre de Français qui voyagent, l'accélération de cette mobilité mondiale qui touche tous les pays et toutes les catégories sociales - pas à égalité évidemment, ne serait-ce qu'elle est choisie dans le cas des touristes, et subie dans le cas des migrants - contribue à amplifier ce mouvement d'inclusion de l'Autre. »*

# Le retour difficile de Nicolas Sarkozy

Tout a recommencé par un score médiocre, celui réalisé par Nicolas Sarkozy, le 29 novembre 2014, pour la présidence formelle de l'UMP. Avec un résultat inférieur, aux deux-tiers, des suffrages exprimés et une participation assez faible, l'ancien président de la République a dû constater qu'il ne suscitait pas un puissant enthousiasme auprès des militants d'un parti qu'il avait pourtant largement façonné à sa main, pendant près d'une décennie. Le score obtenu par Bruno Lemaire, avec près de 30 % des suffrages, et le maintien dans la course à l'investiture présidentielle de François Fillon et d'Alain Juppé, confirment un contexte plus difficile que prévu.

## Une course d'obstacle.

A telle enseigne qu'après avoir longtemps récusé, puis tergiverser, il se voyait contraint d'accepter le principe de primaires ouvertes, courant 2016. Lui, l'ancien chef incontesté de l'UMP et ex-chef de l'Etat, devait désormais se plier à la discipline d'une confrontation ouverte à la droite et au centre. Nicolas Sarkozy s'attendait à être accueilli en sauveur après la débâcle de son parti en juin 2014. Il n'était décidément perçu que comme un candidat parmi d'autres. A cette mauvaise surprise, est venu s'ajouter un faux pas. Le candidat de l'UMP dans la quatrième circonscription du Doubs, à l'occasion d'une élection législative partielle, était éliminé dès le premier tour, puisque devancé par le FN et le Parti socialiste. Il n'y avait donc pas eu d'effet Sarkozy. Cette déconvenue se doublait d'une maladresse qui a stupéfait les Français et son propre camp. Au lieu d'assumer cette contre-performance et de tenter de coordonner une ligne de conduite dès le soir du scrutin, en vue du second tour, il ne trouvait rien de mieux à faire que de s'envoler promp-

tement pour le Golfe persique, afin d'y tenir une conférence très rémunérée.

Le retour précipité à Paris n'y changeait rien. L'incompréhension était à son comble. D'autant que dans la logique de la campagne électorale législative de 2012, le président de l'UMP se montrait incapable de trancher entre les candidats républicains et ceux de l'extrême droite. Prenant même le risque de se retrouver en minorité, au sein de son bureau politique. La stratégie du « ni-ni », en cas de deuxième tour opposant un candidat socialiste et un candidat du FN, traduit une volonté de tout brouiller et, surtout, de ne pas choisir entre la préférence républicaine et la « préférence nationale ».

*Nicolas Sarkozy s'attendait à être accueilli en sauveur après la débâcle de son parti en juin 2014. Il n'était décidément perçu que comme un candidat parmi d'autres.*

Cette ambiguïté qui sert, au final, l'extrême droite, au détriment du pays et de l'UMP, banalise les thèmes et les slogans du FN et crée le trouble. De la part d'un homme qui prétend à nouveau diriger le pays et assumer la fonction suprême, il s'agit là d'une erreur politique et d'une faute morale. Il ne suffit pas de vouloir changer le sigle de l'UMP

pour le remplacer par « *Les Républicains* » pour réussir la diversion. Comment parler de République en cautionnant les propos de Christian Estrosi sur la Cinquième colonne ? Comment évoquer la République, en acceptant tout le sens des déclarations de Laurent Wauquiez sur l'assistantat, slogan préféré du FN ? Comment se référer à la République, en justifiant les propos systématiques de plusieurs députés UMP dénigrant, à titre personnel, Christiane Taubira ?

Refuser de choisir entre la gauche républicaine et l'extrême droite peut permettre de gagner des élections départementales. Il ne s'agit pas forcément de la meilleure méthode pour conquérir et exercer les fonctions de président

de la République. On ne peut tromper tout le temps, tout le monde.

C'est d'ailleurs ce que pense Alain Juppé, aujourd'hui son principal rival au sein de l'UMP, qui a su préférer les candidats socialistes aux candidats FN, à chaque fois qu'un tel choix se présentait à lui. Il est vrai que Nicolas Sarkozy s'est révélé inapte, depuis trois ans, pour des raisons politiques, mais aussi tenant à sa personnalité à se livrer au moindre inventaire critique de son quinquennat et de sa campagne ratée de 2012, face à un adversaire qu'il a toujours et qu'il continue à tort de mésestimer. Il est vrai que reconnaître l'échec de son quinquennat lui interdirait d'en briguer un nouveau.

D'ailleurs, pour lui, la République ne renvoie pas aux principes de liberté, d'égalité et de fraternité, mais bien davantage, comme il l'exprime à chaque déclaration, à l'autorité, la responsabilité et la stigmatisation de l'assistanat. Sa conception de la République se confond de plus en plus avec celle des néo-conservateurs Américains qui se reconnaissent dans la Dynastie Bush. La République française, depuis Condorcet, repose sur l'égalité des droits entre citoyens libres et égaux. Le président de l'UMP place l'identité au cœur de son cheminement et de ses pratiques politiques. Le divorce paraît insurmontable.

**Une absence d'effet Sarkozy.** Il n'y a donc pas eu d'effet Sarkozy, près de six mois après sa décision de postuler lors de la prochaine élection présidentielle de 2017. Difficultés stratégiques, incapacité à trancher, contestation de son leadership, au sein de son propre camp, résultats électoraux moyens, tels sont les enseignements d'un retour jonché d'obstacles. Le

score réalisé par l'UMP, lors des élections départementales, confirme cette appréciation. Si l'on retranche l'influence de l'UDI à laquelle elle était liée, l'UMP ne parvient pas au seuil de 25 % des suffrages exprimés, avec un taux de participation de l'ordre de 50 %, sans parler de la très forte proportion de bulletins blancs et nuls.

Quant à ces conquêtes de présidences départementales, elle s'explique, pour une large part, par le concours d'électeurs FN pour battre celui de la gauche dans certains cantons, et celui des électeurs de gauche pour barrer la route aux candidats d'extrême droite, dans d'autres. Le résultat de l'UMP aux élections départementales s'explique donc, essentiellement, par la duplicité de la stratégie du « ni-ni », ou plutôt

du « et-et ».

Ce bilan électoral et politique s'accompagne d'une dérive populiste et démagogique, en particulier sur le terrain social. Le concept d'assistanat, pierre angulaire du discours du FN, devient la trame de celui de l'UMP et, en particulier, de son président.

### **Une dérive populiste et démagogique.**

Ce thème a été introduit, progressivement, par le courant

dit de la « droite forte », au début des années 2010. Il a aussi servi de trame à la campagne de Nicolas Sarkozy, en 2012.

Celui-ci est fondé sur les principes de stigmatisation et de culpabilisation des plus fragiles et des chômeurs. Derrière ce discours, presque inquisiteur, il y a la volonté de s'attaquer, idéologiquement, à la protection sociale solidaire et à la sécurité sociale. Apparaît aussi le souci de négliger le caractère assurantiel de l'assurance-chômage, pourtant mise en place au cours des années 60 puis 70, par Georges Pompidou et Jacques Chirac.

*Comment parler de République en cautionnant les propos de Christian Estrosi sur la Cinquième colonne ? Comment évoquer la République, en acceptant tout le sens des déclarations de Laurent Wauquiez sur l'assistanat, slogan préféré du FN ? Comment se référer à la République, en justifiant les propos systématiques de plusieurs députés UMP dénigrant, à titre personnel, Christiane Taubira ?*



L'idée stigmatisante de conditionner, pour tout salarié privé d'emploi, une indemnité à une activité paraît à la fois irréaliste, pernicieuse et dangereuse.

Irréaliste, car le chômage de masse résulte d'un défaut d'activité globale. Une telle mesure conduirait au déclassement structurel et presque généralisé, via la précarisation et les petits boulots, hors contrat de travail.

Pernicieuse, car elle omet de rappeler qu'à peine 45 % des chômeurs sont aujourd'hui indemnisés par les Assedic et, surtout, qu'un quart d'entre eux ne perçoit aucune indemnité, aucun soutien. Pernicieuse, également, car nous avons affaire à un système assurantiel qui fixe comme règle le droit à indemnité, en cas de survenance du

risque, en contrepartie d'une cotisation versée tout au long de la carrière professionnelle.

Dangereuse, car elle conduirait vite à une déflation salariale et à une destruction progressive du contrat de travail, avec baisse généralisée des salaires.

La notion d'assistantat écarte toute idée de solidarité, au profit d'une démarche purement individualiste, comme si le chômage ne résultait pas d'abord de détermi-

nismes sociaux. C'est en cela qu'elle contribue à tisser des liens et des correspondances avec l'idéologie d'extrême droite. Selon cette idéologie, le faible est par nature responsable de sa situation et de sa propre marginalisation ; il ne peut s'en prendre qu'à lui-même. Cette pensée se situe aux antipodes de la devise républicaine, de la République sociale portée par Jaurès, mais aussi par le Conseil national de la résistance (CNR) et De Gaulle. Elle conjugue mépris et déclassement programmé du monde du travail.

Avec une telle approche, l'inné l'emporte sur l'acquis, et l'identité, toujours l'identité, sur l'égalité. Le néo-conservatisme républicain «

made in USA » n'est pas très éloigné des récurrences rédemptrices de la Révolution Nationale.

En toile de fond de cette dérive politique, car l'action et les références de Nicolas Sarkozy échappent au pragmatisme, coexistent et perdurent les affaires.

Affaires Karachi et Tapie, financement des campagnes électorales de 2007 et de 2012, imbroglio Bygmalion, poursuites d'enquêtes sur des faits présumés de corruption et de trafic d'influence, autant de procédures dans lesquelles Nicolas Sarkozy est soit impliqué, soit cité.

Certes, nul ne peut prévoir, ni anticiper l'épilogue judiciaire de toutes ces procédures. De

surcroît, la présomption d'innocence s'applique à tous les citoyens, y compris les anciens chefs d'Etat.

Il n'en demeure pas moins que Nicolas Sarkozy semble connaître de vraies difficultés avec l'Etat de droit, les règles juridiques, surtout quand il s'agit d'organiser une campagne présidentielle dont il est soit le porte-parole et l'animateur, comme en 1995, soit le candidat, comme en 2007 et 2012.

Sa défiance affichée pour les corps intermédiaires, les juges indépendants et la séparation des pouvoirs accentue d'ailleurs le malaise.

Son système de défense visant à se défaire sur ses collaborateurs et à ne pas assumer ses responsabilités de candidat, dès lors qu'elles concernent le financement et l'organisation de ses campagnes, éclaire d'un jour nouveau ses conceptions de la responsabilité qu'il utilise pourtant à chaque déclaration publique pour stigmatiser ses adversaires, les chômeurs, et les jeunes.

Un candidat à l'élection présidentielle signe tous les documents comptables et assume en responsabilité toutes les conditions d'organi-

*Derrière ce discours, presque inquisiteur, il y a la volonté de s'attaquer, idéologiquement, à la protection sociale solidaire et à la sécurité sociale. Apparaît aussi le souci de négliger le caractère assurantiel de l'assurance-chômage, pourtant mise en place au cours des années 60 puis 70, par Georges Pompidou et Jacques Chirac.*

sation et de financement. Les collaborateurs auxquels il délègue certaines tâches sont nommés par lui, en toute connaissance de cause. En cas de dysfonctionnement ou de dépassement, il lui faut donc assumer, sans chercher à se dédouaner sur quiconque. A défaut, comment envisager de lui confier les destinées du pays ? Comment lui accorder la confiance ? Comment croire en sa compétence ? Quelle crédibilité lui porter ? Lorsqu'on se montre incapable de gérer une campagne électorale, il est délicat d'envisager de gérer le pays. Les affaires à répétition auxquelles Nicolas Sarkozy semble mêlé posent un problème de crédibilité politique. Elles témoignent, enfin, d'une

relation pour le moins ambiguë avec l'Etat de droit et du rôle des juges. De surcroit, lorsque l'on exerce professionnellement les métiers d'avocat, il paraît encore plus périlleux d'invoquer, soit l'ignorance de la loi et de la règle de droit, soit l'incompétence des juges.

L'hypertrophie du moi et le culte de l'égo ne peuvent trancher de tout dans un Etat de droit et de séparation des pouvoirs. C'est ce que les Français lui avaient d'ailleurs signifié, le 6 mai 2012. Il ne paraît toujours pas avoir saisi le message.

Michel Bordeloup